

Municipales 2026

Imposture électorale à l'extrême droite !

Le dépôt des listes de candidatures est terminé depuis le 26 février 18 heures. Comme nous le redoutions, un grand nombre de listes d'extrême droite ont été déposées dans le département du Var.

33 listes réparties dans 29 communes sont officiellement étiquetées d'extrême droite par la Préfecture. La ville de Cogolin bat un triste record avec quatre listes d'extrême droite en lice, preuve une nouvelle fois du naufrage de l'équipe de Marc Etienne LANSADE.

A l'analyse de ces listes, le fait marquant est qu'il y a une véritable valse des listes « avec étiquette » ou « sans étiquette mais soutenues par des personnalités d'extrême droite » ou encore des listes sans étiquette officiellement soutenue par le RN ou se revendiquant de l'extrême droite, quand il ne s'agit pas de listes infiltrées par des candidatures plus ou moins cachées...

Le nombre réel de listes d'extrême droite est donc supérieur à ces 33 listes officielles.

La locomotive électorale de cette extrême droite reste le Rassemblement national (RN) qui assure avoir présenté officiellement 25 listes. Mais comme toujours, un train peut en cacher un autre.

On trouve ainsi des listes UDR (Union des Droites pour la République), mais aussi des listes UDR soutenues par le RN, des listes d'Union d'extrême droite, des listes d'extrême droite...

Pire que cela, il y a des listes qui ne portent pas l'étiquette d'extrême-droite, mais dont certaines candidatures sont issues de l'extrême-droite :

- à Signes, la préfecture ne classe pas la liste de Laurence MENICHINI comme étant d'extrême droite alors qu'elle est officiellement soutenue par le RN
- à Brignoles, la liste divers droite de Didier BREMOND recycle un ancien conseiller cantonal du FN (Jean-Paul DISPARD) et une responsable des jeunes UDR (Eva CHAPELLE)
- à Figanière (Bastien FONCEL), au Muy (Adrien GAND), à Rocbaron (Jessica HOET) les têtes de liste sont d'anciens candidats et élus du RN.

Un autre faux-nez, Frédéric MASQUELIER (liste Les Républicains) à Saint Raphaël, qui poursuit son entente plus que cordiale avec David Rachline, qui n'aura pas de candidature RN face à lui, et un responsable Reconquête sur sa liste.

On trouve également des listes sans étiquette dont les candidates et candidats tiennent des discours proches de ceux de l'extrême droite, autour de leurs obsessions habituelles que sont la sécurité, la fiscalité et l'identité locale (dans sa version nationaliste et localiste).

Le pompon de l'imposture revient aux deux personnalités les plus connues du RN dans le département du Var :

- David RACHLINE se présentant sans étiquette alors qu'il est toujours membre du RN, mais que l'on a obligé à prendre ses distances pour cause d'affaires judiciaires en cours

- Laure LAVALETTE, actuellement membre de la direction du RN, conseillère régionale RN depuis juin 2021, députée RN depuis juin 2022, porte-parole de Marine LE PEN lors de l'élection présidentielle d'avril 2022, députée RN depuis juin 2022, et qui se présente sans étiquette mais reçoit en grandes pompes le soutien de Marine LE PEN le 28 février dernier.



COordination Départementale contre l'Extrême Droite

ATTAC Var, CGT 83, Confédération paysanne 83, Debout !, Fakir, FGR FP 83, FSU 83, FSU-SNUIPP 83, Greenpeace 83, L'Après 83, LDH TLS TPM, Les Écologistes 83, LFI, NPA 83, Partit Occitan 83, PCF 83, PS 83, SNJ-CGT, Solidaires 83, SUD éducation 83, UCL 83, USL 83, VISA 83

codexvar@gmail.com

Ajoutons qu'à Toulon, Laure LAVALETTE tente de faire oublier la catastrophe de la mairie FN de 1995 mais :

- elle a sur sa liste Franck GILETTI, député RN qui était membre de la municipalité FN de l'époque
- Didier GESTA DE GARAMBE, élu FN en 1995, était présent lors de sa déclaration de candidature. Il était d'ailleurs candidat sur la liste RN de 2020 tout comme elle.
- elle a reçu le soutien après sa déclaration de Cendrine BLOT, ex épouse de Jean-Marie LE CHEVALLIER et membre de la municipalité de 1995
- et surtout elle reprend sur son premier tract de campagne le slogan de la mairie FN de Jean-Marie LE CHEVALLIER « Mieux vivre à Toulon »



Enjeu des sénatoriales

Beaucoup de candidats ou de candidates d'extrême droite avancent masquées ou tentent d'avancer masquer. Cela est d'autant plus grave et dangereux que les élu.es dans les villes de + de 9000 habitants sont « grands électeurs » et éliront les sénateurs et sénatrices en septembre 2026. Dans les villes de moins de 9000 habitants les conseils municipaux désignent leurs délégué-es pour voter aux sénatoriales. L'accès facilité de l'extrême-droite au Sénat est donc aussi un sujet !

Enjeux locaux

Au-delà de la tambouille électorale autour de la constitution des listes, le risque majeur est que de nouvelles communes du Var tombent dans l'escarcelle de l'extrême-droite.

A chaque fois, cela représente un danger pour :

- la démocratie locale : manque de transparence et autoritarisme en conseil municipal, en termes de gestion du personnel par le recours intensif aux contractuels pour mieux contrôler l'activité des services
- les droits des femmes : l'extrême droite vote toujours contre les droits des femmes
- la culture : la culture doit être multiple et non servir une idéologie raciste et xénophobe
- le tissu associatif : le RN sélectionne les « bonnes » associations et coupe les financements des associations de quartier qui œuvrent en faveur d'un mieux vivre ensemble
- la gestion des écoles : les municipalités gèrent les locaux, le budget et une partie du personnel des écoles et la cantines pour toutes et tous
- le social : à Fréjus la mairie a fermé les Centres sociaux
- le maintien et le développement des services publics de proximité, accessibles pour toutes et tous

Des élections municipales découlent également les élections pour gestion de la métropole (Toulon-Provence-Méditerranée), des communautés de communes et agglomérations dont les prérogatives sont de plus en plus importantes pour les services publics de proximité : transports en commun, de la collecte et traitement des déchets ou distribution de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées...

Rappelons que le Rassemblement national a fait voter récemment à l'Assemblée nationale, un amendement (heureusement retoqué) qui visait à diminuer, de presque 5 milliards d'euros, les dotations attribuées aux budgets des collectivités territoriales dont celles du Var.

**Pour les municipales des 15 et 22 mars 2026
Pas une voix pour l'extrême droite !**



COordination Départementale contre l'Extrême Droite

codexvar@gmail.com / www.facebook.com/codexvar

05 mars 2026